

Aujourd'hui, l'inclusion sociale est placée au cœur même des processus de réaménagement urbain. Les responsables issus du monde politique, public ou associatif insistent ainsi sur la nécessité de développer des projets d'intervention architecturaux ou artistiques (performances, *street art*, etc.) dans l'espace urbain ayant pour objectif de recréer du lien entre les individus et leur cadre de vie. Dans le cas des zones urbaines dites « fragilisées », les stratégies déployées affichent le plus souvent un double objectif : il s'agit, d'une part, de transformer leur image négative et, d'autre part, de les reconnecter aux espaces voisins. Tout le long de leur réalisation, ces interventions mettent directement en jeu le problème des *représentations* de l'espace urbain : 1) les projets, mandatés par les pouvoirs publics, par les associations, ou initiés par les artistes eux-mêmes, reposent dans bien des cas sur une première collecte de données (enquêtes statistiques, sociologiques ou anthropologiques, repérages, etc.) qui font de plus en plus souvent l'objet d'une traduction visuelle (photographies, vidéos, graphiques, croquis) ; 2) ces projets peuvent encore, une fois terminés, être mis en scène par le biais de documents visuels destinés notamment à être diffusés auprès d'un public qui n'a pas assisté à leur réalisation, voire qui ne connaît pas le lieu de l'intervention.

L'objectif de ce colloque est d'interroger sous un angle critique la nature autant que les usages de ces représentations réalisées en amont et en aval des interventions dans l'espace urbain : Comment sont-elles élaborées ? Que donnent-elles à voir ? Inversement, que recouvrent-elles ? Comment influent-elles sur la façon de problématiser l'espace ?

### **AXE 1. Méthode et construction des représentations**

Bon nombre d'interventions architecturales ou artistiques dans l'espace urbain reposent sur des démarches prospectives. Celles-ci s'inscrivent dans une perspective inductiviste classique. L'objectivité des données récoltées, la qualité des enquêtes de terrain réalisées en amont, ou la précision des repérages effectués dans un premier temps garantiraient ainsi la pertinence et la fonctionnalité des représentations de l'espace que l'on produit dans un second temps. Le développement des méthodes numériques de collecte des informations et/ou les enquêtes de terrain, par exemple, semblent le confirmer: nous disposerions d'informations de plus en plus nombreuses, fouillées et précises, qu'il suffirait de transformer en visualisations pour les rendre intelligibles et opératoires. Dans cette perspective, le problème de l'interprétation ne se poserait que dans un troisième temps, au moment de l'élaboration de stratégies ou de scénarii d'interventions possibles.

Nous souhaiterions, dans ce premier axe, problématiser chacun de ces deux premiers temps de la démarche prospective et les relations qu'ils entretiennent. Autrement dit, il s'agit d'interroger, de manière critique, les méthodes de prospection et les représentations de l'espace urbain qu'elles produisent. Dans quelle mesure les méthodes de collecte d'informations mettent-elles toujours déjà en forme le réel qu'elles prétendent pourtant saisir comme tel ? Quel est le statut des représentations que l'on construit à partir d'elles ? Peut-on identifier précisément les écarts entre les données de départ et ces représentations (p.ex. : restauration de liens sociaux comme but avoué d'une intervention donnant lieu, par ailleurs, à une déshumanisation des habitants à travers les *dataviz* ; repérage au long cours par un artiste isolé, mis pourtant au service d'une œuvre participative qui prétend supprimer les frontières entre artiste extérieur et habitants d'un lieu) ? Peut-on, dans ces écarts, dégager des présupposés théoriques contradictoires ou incompatibles ? Dans quelle mesure ces présupposés déterminent-ils la construction des représentations de l'espace urbain ?

## **AXE 2. Nature et statut des représentations**

La plupart des interventions dans l'espace urbain font aujourd'hui l'objet de représentations imagées, notamment vidéographiques, photographiques ou filmiques. Celles-ci sont le plus souvent utilisées comme supports pour parler et faire parler de l'intervention réalisée (discours promotionnel, archivage, décision juridique, texte militant, étude scientifique, etc.). Elles tendent alors, dans bien des cas, à se donner pour l'objet comme tel. Pourtant, à bien y regarder, il est difficile de rabattre strictement une intervention dans l'espace urbain et son objet urbanistique ou architectural sur leurs représentations imagées. Ils entretiennent un rapport indiscutable, mais néanmoins ambigu : d'un côté, les représentations sont autant de perspectives sur un objet, par conséquent susceptibles d'en révéler certains aspects, de souligner certaines de ses spécificités, mais de l'autre côté, elles ont une nature, un statut et des effets qui leur sont propres.

Nous souhaiterions, dans ce second axe, interroger l'ambiguïté du rapport entre les représentations imagées et les interventions qu'elles représentent. Il s'agira, en partant de ce rapport en tant que tel, d'analyser de manière critique le statut de ces représentations. Qu'est-ce qui se perd ou, au contraire, se gagne, lors du passage de l'intervention à sa représentation (p. ex. : représentation filmique de la provocation physique dans le cadre d'une performance ; représentation sur un support bidimensionnel d'une œuvre en trois dimensions ; archivage et/ou circulation d'images sur internet d'une œuvre de *street art* à vocation éphémère). Dans quelle mesure les représentations imagées créent-elles un nouvel objet ? De quelle façon se rapportent-elles alors, depuis leurs lieux propres, à l'objet représenté ? Comment, depuis ces lieux, peuvent-elles transformer notre perception de cet objet ? Comment, enfin, peuvent-elles prolonger ou, au contraire, neutraliser la réflexion qui est à l'origine de l'intervention proprement dite ?

### AXE 3. Cadre et circulation des représentations

Les représentations des interventions dans l'espace urbain font bien entendu l'objet de présentations publiques, mais également de multiples diffusions et circulations, notamment sur internet. Suivant le cadre à l'intérieur duquel elles sont mobilisées, ces représentations prennent parfois des sens absolument différents, sinon opposés. Il est ainsi de plus en plus courant de retrouver, par exemple, une même représentation graphique ou une photographie dans un communiqué de presse dans lequel les pouvoirs publics valorisent une intervention dans l'espace urbain et, dans le même temps, dans un article la critiquant. De la même façon, une représentation d'une intervention illégale et subversive peut, en un second temps, devenir l'emblème institutionnalisé et figé d'un espace. En raison de l'apparente souplesse sémantique de ces représentations, de plus en plus d'intervenants dans l'espace urbain incluent la circulation des représentations futures dans la conception même de leur projet (p. ex. : optimisation des trompes l'œil pour satisfaire aux conditions de prise de vue des appareils photographiques ; généralisation de l'usage de l'anglais dans le *street art* des « printemps arabes »). Les concepteurs pallient ainsi le rapport ambigu qu'entretiennent les interventions et leurs représentations, pour se faire eux-mêmes les chefs d'orchestre de leur traduction médiatique ultérieure.

Dans ce troisième axe situé à l'intersection des deux premiers, nous souhaiterions interroger de manière critique la circulation des représentations considérées comme un déterminant à part entière, sinon comme un élément constitutif des interventions et de leurs représentations. De quelle façon l'anticipation des usages ultérieurs d'une intervention détermine-t-elle sa conception ? Comment sa conception peut-elle orienter ces usages ultérieurs ? Dans quelle mesure la prise en compte de la traductibilité médiatique peut-elle agir sur l'efficacité politique d'une intervention ? Si, à l'origine, l'intervention est destinée à reconfigurer les usages de l'espace lui-même, dans quelle mesure cette reconfiguration ne devient-elle pas le parent pauvre de l'intervention une fois celle-ci conçue en fonction de sa diffusion médiée ? Enfin, dans ces conditions, peut-on encore prétendre que l'intervention elle-même précède et prime sur ses représentations ?

En somme, il s'agira dans le colloque ***Agir dans la ville. Art et politique dans l'espace urbain 2 : Des représentations*** d'interroger les multiples représentations mobilisées au cours d'une intervention urbanistique, architecturale ou artistique dans l'espace urbain qui la déterminent autant peut-être qu'elles lui échappent. Du fait même de la spécificité de ce problème, le colloque est ouvert à tous les champs disciplinaires (architecture et urbanisme, lettres, sciences sociales, philosophie, sciences de l'information et de la communication, anthropologie, arts du spectacle, géographie, etc.)

Les propositions de communication (max. 500 mots) suivies d'une brève note bibliographique de l'auteur doivent être adressées à Damien Darcis ([damien.DARCIS@umons.ac.be](mailto:damien.DARCIS@umons.ac.be)) ainsi qu'à Jeremy Hamers ([jhamers@ulg.ac.be](mailto:jhamers@ulg.ac.be)) **pour le 1<sup>er</sup> juin 2016 au plus tard.**

Les deux langues officielles du colloque sont **le français et l'anglais**. Durée d'une communication : 45 minutes.

Une sélection des communications fera l'objet d'une **publication dans une revue à comité de lecture** après le colloque.

L'Université de Mons prendra en charge le **logement des intervenants** pendant la totalité du colloque.

**Direction scientifique :** Damien Darcis (Université de Mons), Jeremy Hamers (Université de Liège), Marjorie Ranieri (Université de Mons).

**Comité scientifique :** Emmanuel Béhague (Université de Strasbourg), Julia Bonaccorsi (Université Lumière Lyon 2), Sarah Cordonnier (Université de Lyon 2), Grégory Cormann (Université de Liège), Miriam de Rosa (Università cattolica del Sacro Cuero Milano), Maud Hagelstein (Université de Liège), Étienne Holoffe (Université de Mons), François Provenzano (Université de Liège).

**Laboratoires partenaires :** U.R.B.A.In.E (UMONS), LEMME (Laboratoire d'étude sur les médias et la médiation - ULg), MAP (Matérialités de la politique - ULg).

